




**SENS ET PERSPECTIVES DE LA  
COMMUNAUTÉ EURO-ATLANTIQUE |  
DE L'ANCIEN MONDE AU NOUVEL  
OCCIDENT**

Jean-Sylvestre MONGRENIER



---



Présent à Paris et Bruxelles, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant. Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes et organise des conférences-débats et des séminaires sur ses thèmes d'études. L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de solutions innovantes et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

#### Paris

20, rue Laffitte – F-75 009 Paris  
Tel. +33 (0)1 49 49 03 30  
Fax. +33 (0)1 49 49 03 33

#### Bruxelles

Rue de la Fauvette, 92 – B-1180 Bruxelles  
Tel. +32 (0)2 374 23 13  
Fax. +32 (0)2 358 56 48

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org) | [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

---

**Le présent texte est la version rédigée et augmentée de l'intervention prononcée par l'auteur à l'occasion du colloque « Sécurité et Défense européennes : aspects futurs » organisé par le CIDAN (Civisme Défense Armée Nation) et le GFW (*Gesellschaft für Wehr und Sicherheitspolitik*), au Quartier Général de l'Eurocorps à Strasbourg, le 17 mars 2012.**

#### | Résumé

La Communauté euro-atlantique désigne un ensemble de nations regroupées à l'intérieur de l'Union européenne et de l'OTAN. Expression d'un certain Occident, elle forme un « Grand Espace » avec une dimension terrestre, maritime et aérospatiale. Engagés dans une stratégie d'« *enlargement* » à l'Est, la Communauté euro-atlantique et ses États membres cherchent les voies d'un partenariat sans complaisance avec la Russie. Située à l'intersection de l'Europe, de l'Eurasie et du Moyen-Orient, la Turquie constitue un important allié avec lequel les liens doivent être renouvelés. Sur leur « limes » méridional et au-delà, en Méditerranée et au Moyen-Orient, les puissances occidentales doivent renforcer leur présence et se tenir prêtes à intervenir. Dans un monde polycentrique et déséquilibré, la Communauté euro-atlantique constitue, pour les États qui en sont partie prenantes, un actif géopolitique de première importance mais les puissances européennes et l'UE en tant que telle doivent s'y investir plus.

#### | Abstract

The Euro-Atlantic Community is a group of nations gathered within the European Union and NATO. This Western ensemble forms a "Great Space" with land, maritime and airspace dimensions. The Euro-Atlantic Community and its State members are involved in a strategy of enlargement Eastwards and look for a path to a Russian partnership without any soft attitude. At the crossroads of Europe, Eurasia and the Middle East, Turkey is a very much important ally and the relationship with it must be renewed. Upon their southern "limes" and beyond, in the Mediterranean Basin and Middle-East, the Western powers must reinforce their presence and stand ready to intervene overseas. In a polycentric and unbalanced World, the Euro-Atlantic Community is a most important geopolitical asset for its stakeholders but the European powers and the EU as a whole have to invest more in it and enhance their own role.

---

*En hommage à Julien Freund, fondateur de l'Institut de Polémologie de Strasbourg et théoricien du Politique.*

L'existence et la raison d'être de l'Eurocorps, incarnation d'une réelle ambition militaire européenne, conduisent tout naturellement aux rôles respectifs de l'UE (Union européenne) et de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) dans l'organisation de la défense et de la sécurité de l'aire euro-atlantique. Au sortir de la Guerre froide, il était question d'une « nouvelle théorie des ensembles » en Europe et dans l'espace transatlantique. Nonobstant les oppositions entre les gouvernements des États nationaux et les rivalités de projets qui ont dominé les débats jusqu'à l'échec du traité constitutionnel européen, en 2005, la théorie des ensembles s'est peu à peu précisée : l'« Europe une et libre » repose sur ces deux instances historiquement et fonctionnellement complémentaires que sont l'UE et l'OTAN, l'Alliance atlantique assurant le lien politico-militaire entre les Occidentaux de l'Ancien Monde et ceux du Nouveau Monde. Pourtant, l'unification de l'Europe et les développements de l'UE ont quelque peu occulté la réalité et le renouvellement du « Grand Espace » euro-atlantique qui a commencé de prendre forme au milieu du siècle précédent. Expression d'un certain Occident, ce « Grand Espace » est une partie de la réponse aux défis d'un monde polycentrique et déséquilibré. Il constitue un actif géopolitique de première importance, sans équivalent sur d'autres continents et parties du Globe.

## **1 | Un « grand espace » euro-atlantique et occidental**

### **| Une approche généalogique de l'atlantisme**

La « Communauté euro-atlantique » à laquelle se réfèrent les différentes déclarations et communiqués finaux des sommets entre Alliés correspond dans les faits à un ensemble géopolitique du premier ordre de grandeur (un ensemble spatial qui s'étire depuis les côtes nord-américaines du Pacifique jusqu'aux confins occidentaux de la Russie et inclut l'Asie mineure), approximativement circonscrit par les limites de l'OTAN et de l'UE. Bien que cet ensemble ait commencé à se structurer dans l'après-1945, dans le contexte de la Guerre froide et en réponse à la menace massive et immédiate de la « Russie-Soviétie » (l'URSS), la formation de la Communauté euro-atlantique ne relève pas d'un simple schéma du type action-réaction et ses racines historiques sont plus longues qu'il n'y paraît. Cela contribue à expliquer que l'Alliance atlantique n'ait pas été dissoute à la fin de la Guerre froide, le fait remettant en cause le « paradigme » néo-réaliste des relations internationales (l'annonce de la mort de l'OTAN tient surtout de l'énoncé performatif).

En effet, le développement historique des États-Unis et de leur politique internationale sont partie intégrante du mouvement d'expansion impérial de l'Occident aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, ce phénomène de longue durée étant partiellement occulté par la thématique isolationniste. Ainsi oublie-t-on parfois le rôle actif de la flotte des États-Unis et de leur infanterie de marine (les *Marines*) dans la lutte contre la piraterie barbaresque en Méditerranée en 1805 et dans les années qui suivent. De même, c'est la flotte du Commodore Perry qui, en 1853, contraint le Japon à s'ouvrir au monde extérieur, les autres puissances occidentales ainsi que la Russie s'engouffrant de suite dans la brèche. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis entrent véritablement dans le cercle des grandes puissances mondiales (guerre hispano-américaine et semi-

---

protectorat sur Cuba, intermédiation diplomatique dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et dans la crise franco-allemande de 1905 autour du Maroc) et ils projettent leur puissance dans l'aire Pacifique (annexion des îles Hawaï et des Philippines ; politique de la « porte ouverte » en Chine).

En 1914, le « concert des nations » et l'équilibre des puissances – ces formules qui avaient empêché que de nouvelles guerres napoléoniennes ne mettent à feu et à sang l'Europe -, ne peuvent plus réguler les relations d'hostilité intra-européenne et s'effondrent. Commence alors une nouvelle guerre de Trente Ans (Ernst Nolte évoque une « guerre civile européenne ») qui détruit la séculaire hégémonie des puissances européennes. A l'issue de ce conflit, celles-ci sont épuisées et la « Russie-Soviétique » s'étend sur la moitié du Continent. C'est alors que les États-Unis deviennent une « puissance européenne », au sens géopolitique de l'expression. Dans le cadre de la stratégie de *containment*, l'Amérique joue simultanément le rôle de bouclier militaire face à l'Est et de « balancier au large ». A l'abri de la protection américaine et avec le soutien actif de Washington, la « construction européenne » est amorcée. L'atlantisme et l'européisme sont donc deux processus géopolitiques étroitement liés et les « pères de l'Europe » ne s'y trompaient pas.

## | L'expression d'un certain Occident

Ainsi la fondation de l'OTAN, les développements de l'idée européenne dans le cadre de la future UE et le réseau des relations bilatérales entre Washington d'une part, les différentes capitales européennes d'autre part, ont-ils donné forme à une « Communauté euro-atlantique » au sein de laquelle les États-Unis jouent le rôle d'« hégémon » bienveillant (la théorie des relations internationales utilise l'expression de « stabilisateur hégémonique »). Cet ensemble géopolitique euro-atlantique est l'expression d'un certain Occident organisé autour de l'« Océan du milieu » et le préambule du traité de l'Atlantique Nord a effectivement l'allure d'une profession de foi civilisationnelle. On sait que le géonyme « Occident » est chargée de puissants affects – il invite à la conquête ou à la reconquête et implique une « Grande Idée » - et son emploi appelle quelques précisions.

La notion d'Occident désigne une représentation géopolitique globale – une représentation de soi et du monde -, qui n'est pas aisément réductible à un ensemble géographiquement circonscrit. Et ce d'autant plus que l'Occident renvoie à un héritage - Athènes, Rome et Jérusalem selon la formule de Paul Valéry -, mais aussi à un projet de modernisation politique et économique. Les dirigeants américains ont notamment fait leur cette vision d'un « club » de démocraties de marché voué à s'élargir, sur la base de valeurs partagées, à d'autres pays que ceux relevant de la sphère de la civilisation helléno-chrétienne. Si l'on peine à faire entrer cette représentation globale dans les schémas de pensée strictement institutionnels et les organigrammes, il semble pourtant difficile de faire l'économie du concept d'Occident, tant au plan historique que géopolitique, d'autant plus que ce concept est éminemment polémogène. Peut-être est-ce la raison de réticences dans l'emploi d'un géonyme qui, par sa simple énonciation, nous rappelle que « Polémos est père et roi de toutes choses » (Héraclite).

Cet ensemble euro-atlantique correspond encore à ce que le grand juriste allemand Carl Schmitt a nommé un « Grand Espace » (*Grossraum*). Il s'agit là d'une grandeur politique (un nouveau type d'unité de puissance) dont la taille et l'influence dépassent celle des États. L'avènement de « Grands Espaces » serait tout à la fois l'expression de logiques post-westphaliennes et d'une extension des ordres de grandeur aux plans de la technique, de l'économie et des rapports de puissance. Le géocentrisme des mentalités et des représentations communes ont pu laisser à penser que Carl Schmitt avait à l'esprit une sorte de « super État » continental, doté d'un territoire fixe et d'un seul tenant. Il semble qu'il faille plutôt voir dans la notion de « Grand Espace » la volonté de penser une réalité ample et dynamique, aux limites flexibles, avec une dimension tout aussi bien maritime et aérospatiale que terrestre. La théorie du « Grand Espace » n'est pas réductible à des schémas étatistes et la « Communauté euro-atlantique » constitue une entité de ce type.

## | Les délicats équilibres internes à la Communauté euro-atlantique

Dans le domaine des réalités politiques et temporelles, le concept clef n'est pas celui de « construction » comme le voudrait l'esprit de géométrie mais celui d'« équilibre » ; le renouvellement de la Communauté euro-atlantique repose sur différentes balances entre les États membres qui la composent et les sous-ensembles qu'ils forment. Se pose de prime abord la problématique des déséquilibres transatlantiques, c'est-à-dire entre les États-Unis et l'Europe. La chose est évidente sur le plan militaire en raison de la décreue régulière des budgets de défense dans les pays européens. L'écart s'accroît chaque année ou presque et cette inquiétante divergence est susceptible de remettre en cause l'interopérabilité entre les forces alliées et donc le bon fonctionnement de l'OTAN. Nul besoin d'insister sur ce point.

En outre, la relation euro-américaine est par nature dissymétrique puisqu'elle lie un acteur pleinement constitué, la Fédération des États-Unis d'Amérique, à un vaste et lâche *Commonwealth* paneuropéen constitué d'États souverains dont les gouvernements, bien souvent, tirent à hue et à dia (ce *Commonwealth* paneuropéen fonctionne à géométrie variable et s'ordonne selon plusieurs « clubs » internes). Si l'on doit conserver l'idée régulatrice d'une Communauté euro-atlantique refondée sur deux piliers - un pilier nord-américain et un pilier européen -, soyons conscient du fait que ce type de solution présuppose le problème (l'absence de *Commonwill* européen en l'occurrence) résolu. A certains égards, la perspective d'une UE plus solidement constituée se dérobe même (voir l'équilibre de sous-emploi de l'« Europe de Lisbonne ») et il serait trompeur de s'installer dans le temps de la finalité accomplie, faisant comme si les États-Unis d'Europe étaient advenus. Tel n'est pas le cas.

A l'intérieur même de l'UE, les équilibres entre les États membres sont d'un maniement difficile. Les divergences latentes reposant sur la surface démographique de chaque État et son poids relatif dans le complexe processus décisionnel européen sont bien connues. Plus généralement, là où les grands États se donnent des objectifs de possession, les États de moindre envergure privilégient des objectifs de milieu, l'idée étant d'éviter de se retrouver sous un directoire plus ou moins élargi (une direction franco-allemande incorporant deux ou trois autres États). Particulièrement sensible dans la question du rapport à la Russie, il existe aussi une différence d'approche entre la plupart des États ouest-européens et ceux qui composent l'« Europe cadette », au centre du Continent et sur ses périphéries orientales. A l'Ouest de l'Europe, il s'avère par ailleurs difficile de maintenir un équilibre de déséquilibres entre Français, Allemands et Britanniques. Enfin, les nécessaires réponses à la crise de la zone Euro pourraient mettre en péril le « grand marché » et le *Commonwealth* paneuropéen précédemment mentionné.

## 2 | Portée et limites de l'« *enlargement* » occidental

### | La question russe et les limites d'un partenariat russo-occidental

Au lendemain de la Guerre froide, les États-Unis, l'Union européenne, l'OTAN et leurs États membres, l'Occident donc, se sont engagés dans une stratégie d'« *enlargement* » qui consiste à étendre les principes de la « démocratie de marché » (démocratie libérale et économie de marché) dans les pays libérés de la domination soviétique. A l'évidence, ces espaces ne pouvaient demeurer dans une « zone grise », entre l'Europe occidentale et la Russie, et les logiques de situation commandaient cette géopolitique de l'« *enlargement* » (les déchirements de l'ex-Yougoslavie et la crainte d'un « trou noir » au milieu de l'Europe auront accéléré la prise de conscience). Le défi d'une « Europe une et libre » reposant sur deux piliers - l'UE et l'OTAN, ce que l'on nomme les instances euro-atlantiques - a été relevé et cette entreprise, qui concerne aussi le Sud-Est européen (les « Balkans occidentaux »), s'est étendue jusqu'aux confins occidentaux de la Russie. On songe à l'Ukraine et à la Géorgie notamment, pressenties pour rallier selon différentes modalités

l'ensemble euro-atlantique (l'Ukraine est aujourd'hui en voie de « poutinisation »).

La volonté d'arraisonner la Russie à travers divers partenariats (UE-Russie et OTAN-Russie) se heurte toutefois aux ambitions du Kremlin dans ce que les dirigeants russes considèrent comme leur « étranger proche » (l'Est européen et le Sud-Caucase), voire à une forme de révisionnisme géopolitique au détriment du *pluriversum* post-soviétique (les nouvelles souverainetés). La remise en cause par la voie armée des frontières de la Géorgie en est l'illustration la plus significative. La « relance » de 2009 (le « reset ») et la diplomatie de la main tendue prônée par Barack Obama ont parfois été présentées comme les prolégomènes d'une alliance entre l'Occident et la Russie mais il s'agit surtout de bloquer le pouvoir de nuisance de Moscou au plan international (Afghanistan, Iran et Défense antimissile). L'entreprise n'est pas toujours concluante (voir la Libye, la Syrie ou encore l'Iran) mais la diplomatie est un art de la manœuvre qui s'inscrit dans la durée. Encore faut-il avoir une juste perception de l'identité géopolitique russe et de sa posture internationale, de manière à bien circonscrire ses objectifs.

Nonobstant les débats littéraires et philosophiques du XIX<sup>e</sup> siècle entre Slavophiles et Occidentalistes, la « Russie-Eurasie » ne doit pas être perçue à travers la dialectique Orient-Occident mais comme une entité distincte, à cheval sur l'Europe et l'Asie depuis des siècles. Le régime et les mœurs politiques russes (un autoritarisme patrimonial), la volonté proclamée de Vladimir Poutine de constituer une Union eurasiennne dans l'aire post-soviétique et d'animer un conglomérat de régimes autoritaires, mettent en évidence le fait que la Russie n'a pas vocation à basculer du côté de l'Occident pour faire face au « péril jaune ». Aussi la politique d'engagement menée par les occidentaux doit-elle être conduite sans complaisance, en préservant les intérêts de sécurité des pays d'Europe centrale et orientale. Elle doit être doublée d'une politique de la porte ouverte dans l'Est européen et le Sud-Caucase. Le pluralisme géopolitique de l'aire post-soviétique, le libre accès aux ressources de la Caspienne et l'Alliance atlantique ne sauraient être sacrifiés à l'illusion d'une grand ensemble euro-asiatique réunissant les États depuis Dublin jusqu'à Vladivostok (la « maison commune » de Gorbatchev, un héritage d'Andropov destiné à diviser les Occidentaux et jouer sur les logiques stato-nationales, contre les instances euro-atlantiques).

## **| La Turquie, pilier sud-oriental à l'intersection de l'Europe, de l'Eurasie e du Moyen-Orient**

Aux confins sud-orientaux de l'Europe, la Turquie constitue quant à elle un cas de figure bien spécifique en termes d'« *enlargement* » et de projection de l'Europe au-delà de ses limites historiques. Bénéficiaire du plan Marshall en 1947, la Turquie est membre du Conseil de l'Europe dans les six mois qui suivent sa fondation, en 1949, et elle est entrée dans l'OTAN en 1952. Associée de longue date à la CEE, l'accord est signé en 1963, la Turquie est depuis 1995 étroitement liée à l'UE dans le cadre d'une union douanière et elle a obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion (la candidature turque a été reconnue en 1999 et les négociations ont commencé en 2005). Aux portes de l'Europe instituée, la Turquie est donc partie prenante du système de coopération géopolitique euro-atlantique. Elle est un grand allié à l'intersection de l'Europe, de l'Eurasie et du Moyen-Orient, cette position exceptionnelle lui ouvrant la possibilité de former un pont énergétique entre le marché européen et le Bassin de la Caspienne (voir l'incertain projet de gazoduc « Nabucco » et le plus probable « *Trans Anatolia gas pipeline* », en sus de l'oléoduc « Bakou-Tbilissi-Ceyhan » et du gazoduc « Bakou-Tbilissi-Erzurum »).

Depuis la dislocation de l'Empire ottoman et la prise du pouvoir par Mustafa Kemal, la Turquie est à l'école de l'Occident et Arnold Toynbee a pu définir le kémalisme comme un exemple d'« héliodanisme » (l'occidentalisation comme voie d'accès à la Modernité). Toutefois, l'émergence et le développement d'une nouvelle synthèse « nationale-islamique », incarnée par le premier ministre Erdogan et l'AKP (au pouvoir depuis 2002), ont suscité un certain nombre d'interrogations, voire d'inquiétudes, en Europe comme aux États-Unis (sans parler d'Israël). La question centrale est de savoir si la Turquie se détourne de l'Occident pour renouer avec sa longue histoire islamique et ottomane, Ankara balançant entre panislamisme, eurasiatisme et pantouranisme. Depuis l'accès aux responsabilités de l'AKP, la diplomatie turque a pratiqué une rhétorique en rupture avec le discours pro-occidental et cherché une meilleure insertion dans son

environnement géopolitique régional (quête de « profondeur stratégique » et « zéro problème » aux frontières). On a alors parlé de « néo-ottomanisme ».

Les turbulences du monde arabe et la guerre civile larvée en Syrie, les ambitions nucléaires et dominatrices de l'Iran dans la région, la pleine conscience enfin des risques de cet Orient complexe et belligère avec lequel Mustafa Kemal entendait rompre, ont cependant conduit les dirigeants turcs à clarifier leurs positions et engagements. La Turquie a besoin de réassurances à l'Ouest et l'acceptation du projet de défense antimissile ainsi que l'implantation d'un « super-radar » américain dans le Sud-Est anatolien sont autant de gages donnés aux États-Unis et à l'OTAN. Cela dit, l'ambivalence des rapports entre la Turquie, l'Europe et l'Occident est notre destin géopolitique. Les limites du pouvoir d'absorption de l'UE, l'état des opinions publiques en Europe, les évolutions et les tropismes turcs aussi, les questions qui fâchent enfin - à l'instar de l'occupation du nord de Chypre, avec absence de réelles perspectives de règlement du conflit -, repoussent *sine die* le projet turc d'adhésion à l'UE. A défaut d'une géopolitique de la ligne claire, il faudra cependant veiller à maintenir et renouveler le lien politique et stratégique avec la Turquie.

## **| La promotion d'un arc de stabilité en Méditerranée et dans le Grand Moyen-Orient**

Au sud et à l'est de l'Europe, il nous faut pleinement intégrer la Méditerranée dans nos représentations géopolitiques mais aussi rompre avec un discours historiquement daté, très conventionnel mais guère en phase avec les réalités. Il s'agit du discours unitariste et bienséant qui est le corollaire du Processus de Barcelone et de l'Union pour la Méditerranée (UPM) : la prétendue « *Mare Nostrum* » des pays riverains de la mer Méditerranée et les variantes rhétoriques autour de l'Andalousie médiévale présentée *a posteriori* comme un âge d'or perdu (une représentation sans grand rapport avec la réalité historique). En fait, la Méditerranée n'est plus une « *Mare Nostrum* » depuis la dislocation de l'Empire romain et les invasions arabo-musulmanes du VIII<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ. Durant de longs siècles, elle aura été un espace d'affrontement entre Chrétienté et Islam, les limites variant au rythme des batailles. C'est à l'âge colonial, lorsque les nations impériales européennes ont repris pied sur les rives méridionales et orientales, que la Méditerranée a retrouvé une certaine unité, si l'on fait abstraction des rivalités européennes cependant.

De surcroît, la perception française et européenne de la Méditerranée est souvent trop étroite. En termes géopolitiques et stratégiques, il nous faut développer une vision large des enjeux et des dynamiques dans un « espace-mouvement » qui inclut les approches atlantiques de la Méditerranée, la mer Noire ainsi que le Moyen-Orient, y compris le golfe Arabo-Persique. Ces différentes parties antagoniques sont solidarisées entre elles par des flux d'échanges et de menaces, formant ainsi ce que Fernand Braudel nommait déjà « la plus grande Méditerranée » (voir les travaux d'Yves Lacoste sur la géopolitique de la Méditerranée). Au plan planétaire, la Méditerranée est une surface de communication entre les continents ou encore un sous-ensemble de l'Océan mondial. Les flux maritimes et marchands s'organisent selon des logiques Est-Ouest - la Méditerranée est un segment des grandes routes maritimes qui relie l'Asie à l'Europe - et cette ouvre des voies d'accès à différents foyers polémogènes et théâtres géopolitiques (Proche et Moyen-Orient, Caucase et au-delà).

Au total, la Méditerranée constitue une interface géoéconomique et humaine - c'est-à-dire un espace de contact et d'échanges - mais aussi un « limes » avec un monde de plus en plus dense au plan démographique et des zones d'anomie qui s'étendent. Sur ce « limes » et au-delà, les puissances européennes et occidentales doivent s'engager afin de maintenir ouvertes les portes d'accès à des zones vitales et pour parer les risques et menaces qui grandissent. A ces fins, il faudra renouveler les liens et les alliances avec divers États-tampons et relais, promouvoir équilibre et stabilité là où la chose est possible. Pour ce faire, les instances euro-atlantiques, avec leur rôle propre et leurs avantages respectifs, doivent être utilisées au mieux, sans illusions et complaisances quant au devenir des révoltes et séditions du monde arabe, à savoir l'emphatique « Printemps arabe ». L'engagement doit être sélectif et résolu, avec la pleine conscience des logiques d'anomie qui se rapprochent de l'Europe (domination politico-électorale des Frères musulmans, poussées salafistes, extension d'Al-Qaïda au Maghreb islamique et chaos saharien).

---

## 3 | L'Occident et les équilibres de puissance au plan mondial

### | Les limites du concept de multipolarité

Il reste à aborder la place et le rôle de l'Occident dans les rapports de puissance au plan mondial. La présente époque se caractérise, entre autres aspects, par une modification des équilibres de puissance et de richesse dans un univers globalisé. D'aucuns évoquent même un basculement du pouvoir vers l'Asie et le monde des puissances émergentes (les « BRICS » et quelques autres). Le discours de la multipolarité est censé rendre compte de ces phénomènes de longue portée mais la thématique multipolaire est peut-être à la source d'incompréhensions de part et d'autre. Alors qu'elle a été développée dans une version lénifiante en Europe – un « *Brave new world* » multipolaire et onusien en guise de panacée –, le maniement de cette thématique en Chine, en Russie et dans les sphères géopolitiques extra-occidentales tient de la polémique, au sens originel du terme (polémós : le conflit), non sans satisfaction quant à la perspective du déclin de l'Occident. Il ne faut certainement pas sous-estimer la puissance des ressentiments historiques à l'encontre d'une hégémonie séculaire et leurs possibles conséquences internationales.

Par ailleurs, la portée du concept multipolaire est limitée tant sur le plan descriptif qu'explicatif. Trop souvent, cette grille de lecture se réduit à une arithmétique des centres de puissance, comme si le monde était plat et juxtaposait des unités de pouvoir équivalentes. D'un point de vue méthodologique mais aussi pratique, il faut pourtant distinguer les ordres de grandeur et les niveaux de puissance effective des différents centres de ce « monde multipolaire ». Tous n'ont pas la même envergure et la même influence dans les rapports de puissance mondiaux et la référence aux « BRICS », si elle a pour vertu de mettre en évidence les forces de renouvellement qui sont à l'œuvre, agglomère des pays dont le poids, le rôle et les ambitions diffèrent grandement. Quant à l'Asie, elle constitue un ensemble disparate agité par de multiples rivalités et dépourvu de forum de coopération à la mesure des défis régionaux (l'APEC est bien vaste et l'ASEAN trop limitée). A cet égard, soulignons une nouvelle fois l'avantage comparatif dont les Occidentaux disposent à travers le système de coopération géopolitique qu'ils ont développé en propre.

Enfin et pour en terminer avec ce point, les phénomènes d'émergence et de diffusion de la puissance ne sont pas mécaniquement porteurs de plus d'équilibre et de stabilité. Les blocages diplomatiques au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et la tendance de la Russie ou de la Chine, dans les conflits entre les Occidentaux et certains États-parias du « Sud », à se placer sur le fléau de la balance témoignent de cet état de fait. Plus fondamentalement, d'aucuns redoutent la précipitation au sens chimique du terme ou presque des enjeux démographiques, identitaires, territoriaux et écologiques. Il se pourrait que ces diverses lignes dramaturgiques convergent pour nous conduire vers ce que les physiciens et les mathématiciens nommeraient une Singularité, un horizon temporel derrière lequel nos capacités à anticiper et imaginer l'avenir se déroberont. En d'autres termes, ce monde polycentrique et déséquilibré est gros de risques et de menaces qui ne seront pas relevés dans le cadre d'un « *brave new world* » multipolaire et onusien. Il y faudra des alliances éprouvées et des coalitions de bonnes volontés reposant sur des affinités électives et un commun « souci du monde ».

### | La question d'Occident

La question d'Occident est donc ouverte. Elle se décline comme suit : les États-Unis auront-ils toujours la volonté et la capacité d'assumer leur *leadership* historique au sein du monde occidental et leur rôle d'« hégémon » au plan mondial ? La Communauté euro-atlantique et l'Occident auront-ils la capacité et la volonté de se renouveler pour se maintenir comme ensemble géopolitique cohérent ? L'importance des liens commerciaux et financiers entre les États-Unis et la Chine a pu laisser à penser que l'avenir appartiendrait à un partenariat américano-chinois (une sorte de G2), les États-Unis se détournant peu à peu, dans le monde



post-occidental qui adviendrait, d'une « Europe post-américaine ». Très vite cependant, la « *Chinamerica* » a tourné à la « *Chimerica* » et l'ambivalence des relations économiques entre les deux puissances d'Asie-Pacifique (Lawrence Summers évoque un « équilibre financier de la terreur ») s'accompagne d'une montée des tensions dans le Pacifique occidental, ce qui a conduit les États-Unis à renforcer plus encore leur système d'alliances dans la région (voir la « *Look East Policy* » d'Obama et l'initiative d'un « Partenariat TransPacifique », sans la Chine de Pékin).

Par ailleurs, la remise en cause de l'hégémonie occidentale ne saurait dissimuler le peu d'appétence des « BRICS » et autres puissances émergentes pour les responsabilités internationales. Ces dernières s'en tiennent à une définition étroite de leurs intérêts nationaux-étatiques et à une conception exclusive de la souveraineté. Elles privilégient une logique de *statu quo* là même où il n'existe plus et prennent des positions qui parfois semblent tenir de la négation des faits, voire du nihilisme. Si certaines des objections formulées contre un plus grand interventionnisme de la communauté internationale dans diverses situations géopolitiques sensibles sont pour partie recevables, la vérité est que les régimes autoritaires en place dans quelques-uns des pays émergents sont fondamentalement hostiles au soulèvement contre des pouvoirs établis (la crainte d'un précédent). Plus généralement, ces pays émergents doivent relever de multiples et importants défis intérieurs qu'ils font prévaloir sur les responsabilités internationales bruyamment revendiquées par ailleurs.

Par voie de conséquences, ce sont les puissances occidentales qui, vaille que vaille, sont conduites à aller de l'avant dans les crises internationales mettant au défi la Communauté internationale et ses règles (songeons au seul exemple du régime iranien et la stratégie de « sanctuarisation agressive » que Téhéran développe). De fait, le positionnement occidental sur ces questions et les responsabilités qu'ils assument excèdent très largement leurs seuls intérêts nationaux-étatiques et la compréhension que l'on peut en avoir. La logique de suprématie dont ils sont les porteurs les emmène bien au-delà de leurs seuls intérêts matériels. La chose s'explique par la force des héritages historiques dont les puissances occidentales sont les porteurs, le caractère transcontinental de leur commune civilisation et le principe d'universalité qui les anime.

## **| Le « partage du fardeau » au sein de la Communauté euro-atlantique**

Le rôle, la mission et les responsabilités de l'Occident ayant été rappelés, se pose la question du « partage du fardeau » au sein de la Communauté euro-atlantique, c'est-à-dire de la redistribution des charges et des responsabilités entre pays alliés et partenaires. Les doutes de part et d'autre de l'océan Atlantique dans les opinions publiques comme dans une partie des classes dirigeantes, la crise économico-financière et ses répercussions sur les budgets militaires, plus encore peut-être la perte du sens de la transcendance et l'immanence de nos formes de vie sont autant de facteurs jouant dans le sens du repli, voire de ce que nous nommerions en Europe la « tentation de Venise ». En fait, le déclin de l'Occident dont certains se repaissent se situe plus sur le plan spirituel et métaphysique que dans le domaine des choses temporelles (richesse et puissance). Il faudrait ici se reporter à la réflexion philosophique de Husserl sur la crise du sens, dans une conférence donnée en 1935 dans l'avant-guerre (*La crise de l'humanité européenne et la philosophie*, Cercle culturel de Vienne, 7 et 10 mai 1935).

La plus grande focalisation des États-Unis sur l'émergence de la Chine et l'Asie-Pacifique comme théâtre géopolitique appelle aussi à une redistribution des responsabilités entre les Occidentaux du Nouveau Monde et les Occidentaux de l'Ancien Monde. Cette redistribution concerne l'Europe et son environnement géopolitique régional, à l'Est et au Sud de ses frontières. Précisons d'abord les termes du débat. Au vrai, l'engagement des États-Unis dans l'aire Pacifique n'est pas chose nouvelle – il faut remonter au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et même un peu avant pour le constater –, et le plus grand investissement des Américains dans la zone répond à de profondes logiques géopolitiques. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une bascule pure et simple de l'Atlantique au Pacifique et d'un repli général depuis la Vieille Europe. Comment les États-Unis pourraient-ils s'en abstraire sans mettre en péril leur capacité à peser et intervenir dans l'Ancien Monde ? L'engagement dans l'OTAN et l'importance de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord sont constamment rappelés par les dirigeants américains ; le développement d'une défense antimissile interalliée est aussi une réaffirmation de

cet engagement américain en Europe.

Pourtant, le redéploiement américain appelle de plus grands efforts de la part de leurs alliés en Europe ou, par défaut, des financements communs et le partage des capacités militaires, ce à quoi renvoient les termes de « *pooling* » et de « *sharing* » ou encore le concept otanien de « *smart defense* ». La crédibilité et la solidité de la défense collective de l'Europe sont en jeu ainsi que la capacité d'intervention dans le « hors zone » (sur le « limes » et au-delà). Enfin, la guerre en Libye a mis en évidence le besoin de « nations cadres » en Europe, c'est-à-dire de nations acceptant les réalités du combat et qui conservent la capacité de conduire des opérations militaires d'envergure et de haute intensité. Le besoin de partager des capacités ne doit donc pas se faire en oubliant que les ensembles multinationaux et non-fédéralisés sont emmenés par des coalitions d'États volontaires, ces ensembles fonctionnant à géométrie variable. Prenons garde à ce que la solidarité généralisée et les logiques technico-fonctionnelles ne soient pas lors de la prochaine épreuve l'alibi de l'impuissance.

## 4 | Pour conclure

En guise de conclusion, nous terminerons en criant gare à la tentation du grand repli et au recroquevillement de l'Europe sur son aire géographique, ce qui serait consentir à une sorte de provincialisation et de fatalisme historique. L'Europe, les nations et les peuples qui en sont sa substance, ont été à l'origine de la première civilisation d'envergure mondiale. L'ouverture au lointain et au grand large sont consubstantiels à l'histoire de l'Europe et de l'Occident, lorsque cette histoire est appréhendée sur des temps longs.

Si tel n'était pas le cas, la transmutation des équilibres de puissance en cours prendrait l'allure d'un « grand déclassement » de l'Europe. Il appartient donc aux puissances européennes de relever les défis, conformément au modèle historique d'Arnold Toynbee (« *Challenge and response* »). Il leur faudra veiller à maintenir ouvertes les portes d'accès aux espaces et régions planétaires dont certaines puissances prétendent les écarter et, lorsque cela est nécessaire, intervenir au-delà des « anciens parapets ».

**Jean-Sylvestre MONGRENIER**



**Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote* ainsi qu'au mensuel *Afrique Magazine*.**

